



SAF

## Respect, responsabilité !

Le Président du CNB vient de démissionner à la suite d'une décision qu'il avait prise de confier la réforme de la gouvernance à une commission ad hoc. Cette commission ne disposait d'aucune légitimité et ne comportait en outre dans sa composition aucun membre du collège général qui représente pourtant la moitié des élus au CNB.

Cette décision unilatérale avait fait l'objet d'un communiqué commun avec Madame le Bâtonnier de Paris, sans concertation et aggravant la crise que traverse l'instance commune de représentation de la profession.

Ces attitudes illustrent les comportements **d'irrespect et d'irresponsabilité** d'une partie de nos représentants :

- **Irrespect** de l'instance élue démocratiquement, l'assemblée générale du CNB, de son bureau, de ses décisions et de ses compétences.
- **Irresponsabilité** par l'image de division de la profession donnée aux pouvoirs publics au moment même où notre profession nécessite d'être défendue avec force dans ses principes et ses fondements.

Face à cette situation, le SAF a toujours œuvré pour maintenir un cadre de travail commun : en organisant des réunions intersyndicales au-delà des divergences de chacun, en maintenant une participation active au sein du bureau du CNB et de ses commissions.

Aujourd'hui, le SAF appelle l'ensemble des composantes du CNB à retrouver le chemin de la légitimité de ses instances et à **respecter** les délibérations de son Assemblée générale : l'Assemblée Générale du CNB, souveraine, doit seule conserver la maîtrise de la réforme de la gouvernance.

Le SAF appelle également à la **responsabilité** de tous afin de dégager, pour la réforme du CNB, les points de convergences qui existent déjà.

Une Assemblée générale est convoquée le 6 septembre pour élire un nouveau président. Son mandat devra être de rassembler notre profession dans le respect de sa diversité et de ses composantes.

C'est à cette seule condition que nous pourrons donner enfin à la profession d'avocat une instance capable d'assurer une unité dont nous avons tant besoin.

Paris le 12 juillet 2013